

Publications périodiques

Comptes annuels

NATIOCREDIMURS

Société en Nom Collectif au capital de 62 800 016 euros
Siège social : 12 Rue du Port - 92000 Nanterre
332 199 462 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2018

Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle du 22 mai 2019

I. — Bilans comparés 2018-2017
(En milliers d'euros)

Actif	2018	2017
Créances sur les établissements de crédit	163 081	185 814
Operations avec la clientèle	24 568	-
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 277 371	2 089 935
Location simple	499 057	463 517
Immobilisations corporelles & incorporelles	-	-
Autres actifs	30 761	18 720
Comptes de régularisation	12 763	21 388
Total de l'actif	3 007 601	2 779 374
Passif	2018	2017
Dettes envers les établissements de crédit	2 821 394	2 618 897
Operations avec la clientèle	4 000	5 905
Dettes représentées par un titre	2 000	2 000
Autres passifs	76 734	61 757
Comptes de régularisation	75 446	59 883
Provisions	116	168
Capitaux propres hors FRBG	27 909	30 764
Capital souscrit	62 800	62 800
Prime d'émission	-	-
Réserves	67	67
Subventions d'investissements	6 650	8 035
Report à nouveau	-40 138	-29 552
Résultat de l'exercice	-1 470	-10 586
Total du passif	3 007 601	2 779 374

Hors bilan comparé 2018-2017

(En milliers d'euros)	2018	2017
Engagements donnés	385 993	494 583
. Engagements de financement	385 692	494 349
. Engagements de garantie	301	233
Engagements reçus	341 898	359 461
. Engagements de financement	91 879	90 000
. Engagements de garantie	250 019	269 461
. Engagements sur titres	-	-

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros)	2018	2017
Intérêts et produits assimilés	464	216
Intérêts et charges assimilés	-16 703	-17 120
Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	939 659	881 560
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-902 716	-855 939
Produits sur opérations de location simple	192 041	190 656
Charges sur opérations de location simple	-188 253	-184 478
Revenus des titres à revenu variable	-	-
Commissions (produits)	-	-
Commissions (charges)	-782	-1 054
Autres produits d'exploitation bancaire	5 186	6 568
Autres charges d'exploitation bancaire	-176	-611
Produit net bancaire	28 720	19 797
Charges générales d'exploitation	-29 828	-30 384

Résultat brut d'exploitation	-1 108	-10 587
Cout du risque	-362	0
Résultat d'exploitation	-1 470	-10 586
Résultat courant avant impôt	-1 470	-10 586
Impôt sur les bénéfices	-	-
Résultat net	-1 470	-10 586

III. — Affectation du résultat

(En euros)	
Résultat de l'exercice	-1 470 046,57
Report à nouveau	-40 138 411,96
Total à répartir	-41 608 458,53 €
Report à nouveau	-41 608 458,53
Total réparti	-41 608 458,53 €

IV. — Annexe aux comptes sociaux NATIOCREDIMURS SNC

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

1. Faits marquants de l'exercice

Néant.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de NATIOCREDIMURS ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable

NATIOCREDIMURS fait application, depuis le 1^{er} janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

A) Conversion des opérations libellées en devises.

NATIOCREDIMURS n'effectue pas d'opérations en devises.

B) Créances sur les établissements de crédit.

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C) Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée

Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

D) Titres.

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2018.

Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2018.

Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2018.

Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

NATIOCREDIMURS ne détient pas de titres de l'activité portefeuille au 31 décembre 2018.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

E) Crédit-bail immobilier, Crédit-bail mobilier, Location avec option d'achat et Location Simple.

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

Opérations de crédit-bail Immobilier

▪ Opérations de crédit-bail immobilier conclues jusqu'au 31 décembre 1995

a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir ou capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

L'amortissement des immeubles s'effectue essentiellement sur une durée linéaire de 20 ans. Les frais d'acquisition sont amortis par moitié sur 2 exercices.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

Aucune provision n'est constituée pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

▪ Opérations de crédit-bail immobilier conclues à partir du 1er janvier 1996

a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail immobilier

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, ainsi que les frais financiers courus pendant la période où un immeuble acquis, ou en cours de construction, n'est pas encore loué en crédit-bail. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisés dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

b) Amortissement des immobilisations de crédit-bail immobilier

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. La provision est calculée en prenant en compte la différence de l'amortissement financier effectivement facturé et de l'amortissement comptable.

▪ Créances Douteuses

Ces rubriques intègrent également les créances douteuses sur opérations de crédit bail et location simple nettes de provisions. Les créances douteuses sont composées des loyers échus et impayés pour les opérations non résiliées, présentant un risque de non recouvrement et des loyers impayés lorsque la durée d'un impayé dépasse 6 mois ou 9 mois (collectivités locales). Pour les opérations résiliées, la créance se compose du total des loyers échus et non échus après déduction éventuelle du prix de cession de l'immeuble. Le déclassement d'une créance saine en créance douteuse s'effectue automatiquement et le principe de contagion est appliquée.

▪ Dépréciation sur Créances Douteuses

Le montant des dépréciations nécessaires à la couverture des créances douteuses est déterminé à hauteur de la quote-part en risque de NATIOCREDIMURS; un taux de provisionnement différencié est appliqué selon que le dossier est en gestion – en recouvrement amiable ou en procédure contentieuse (avant vente ou après vente de l'immeuble).

Il n'est pas constitué dans les comptes sociaux de provisions spécifiques dès lors que la valeur probable de revente couvre la créance.

Immobilisations en Location simple :

Les immobilisations en location simple correspondent aux immeubles transférés des opérations en crédit-bail résiliées dont le preneur n'a pas exercé l'option d'achat et en attente de vente par NATIOCREDIMURS.

NATIOCREDIMURS n'a pas acquis d'immeuble dans le but de les garder sur une durée long terme et par conséquent, qui répondraient à la définition « d'immeuble de placement ». Compte tenu de cette approche, NATIOCREDIMURS n'a pas mis en place l'approche par composant.

Le transfert des opérations de crédit bail vers les immeubles en location simple s'effectue à la valeur nette comptable constatée à la date du transfert. En revanche, les amortissements sont comptabilisés sur un mode linéaire sur la durée restante de l'amortissement de l'immeuble.

Les immeubles font l'objet d'une valorisation à dire d'experts et si la valeur nette comptable est supérieure à la valorisation de l'immeuble, une dépréciation est comptabilisée.

Opérations de crédit-bail mobilier

▪ Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

▪ Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement ou suivant le mode dégressif lorsque cela est autorisé sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

Créances douteuses

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements

Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales

Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie. Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure aux paragraphes G et H de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.
- Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

▪ *Dépréciation des immobilisations*

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2018.

F) Immobilisations

Immobilisations incorporelles

NATIOCREDIMURS ne détient pas d'immobilisations incorporelles au 31 décembre 2018.

Immobilisations corporelles

NATIOCREDIMURS ne détient pas d'immobilisations corporelles au 31 décembre 2018. Elle bénéficie de l'assistance administrative de BPLG.

G) Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDIMURS à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

H) Produit Net Bancaire.

Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

Charges et produits sur opérations de crédit-bail immobilier et mobilier et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail immobilier et mobilier, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39) et les moins values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou

matériels en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit bail immobilier et mobilier, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des immeubles ou matériels en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

I) Charges Générales d'Exploitation.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 29 828 K€ contre 30 384 K€ en 2017 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 28 808 K€.

3. Notes sur le bilan

A) Opérations en devises

Néant.

B) Créances sur les établissements de crédit.

(En milliers d'euros)	2018	2017
Créances à vue	141 358	79 542
Créances rattachées	-	-
Total à vue	141 358	79 542
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	21 398	105 828
Créances rattachées	324	444
Total à terme	21 722	106 272
Créances douteuses sur confrères	84	105
Provisions au 31/12/2017	-105	-136
Dotations de l'exercice	-1	-51
Reprise de l'exercice	23	82
Provisions au 31/12/2018	-83	-105
Total	0	-
Total	163 081	185 814

Echéancier au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros)	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans
Créances à vue (hors créances rattachées)	141 358	141 358			
Créances à terme (hors créances rattachées)	21 398	149	2 400	7 224	11 625

C) Opérations avec la clientèle (actif)

Les opérations avec la clientèle s'élèvent à 24 568 KE.

D) Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant.

E) Actions et autres titres à revenu variable

Néant.

F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Néant.

G) Crédit bail, location avec option d'achat

Courant 2018, la durée d'amortissement des chariots télescopiques neufs est passée de 36 mois dégressif à 60 mois dégressif pour s'aligner sur la durée d'usage actuellement observée.

L'impact de ce changement d'estimation s'élève à 9 623 milliers d'euros (impact positif sur le résultat).

(En milliers d'euros)	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2018
	Solde au 31/12/2017	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018	
Immobilisations en Crédit Bail											
Immobilisations en Crédit Bail	4 300 008	1 058 557	-885 934	-1 965	4 470 667	-2 047 738	-727 906	686 573	1 082	-2 087 989	2 382 678
Provisions						-218 209	-29 484	89 397	731	-157 565	-157 565

Total des immobilisations en Crédit Bail	4 300 008	1 058 557	-885 934	-1 965	4 470 667	-2 265 947	-757 391	775 971	1 812	-2 245 554	2 225 113
Immobilisations en cours Crédit Bail											
Immobilisations en cours Crédit Bail	3 982	14 443	-3 982	0	14 443	0	0	0	0	0	14 443
Total des Immobilisations en cours Crédit Bail	3 982	14 443	-3 982	0	14 443	0	0	0	0	0	14 443
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs	20 146	10 384	-20 146	0	10 384	0	0	0	0	0	10 384
Total des acomptes versés fournisseurs	20 146	10 384	-20 146	0	10 384	0	0	0	0	0	10 384
Total Immobilisations Crédit Bail	4 324 136	1 083 384	-910 061	-1 965	4 495 494	-2 265 947	-757 391	775 971	1 812	-2 245 554	2 249 940

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit Bail	69 777				65 107
Total Créances douteuses valeur brute Crédit Bail (1)	69 777				65 107
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit Bail	-50 395	-11 451	13 996		-47 851
Total Provisions sur créances douteuses Crédit Bail (1)	-50 395	-11 451	13 996	0	-47 851
Créances rattachées Crédit Bail					
Créances rattachées Crédit Bail	12 364				10 175
Total Créances rattachées Crédit Bail	12 364				10 175
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit bail	31 746				27 432

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Brut	Provision	Net
Crédit bail compromis	62 474	-46 839	15 635
Total crédit bail compromis	62 474	-46 839	15 635
Crédit bail non compromis	2 633	-1 012	1 621
Total crédit bail non compromis	2 633	-1 012	1 621
Total crédit-bail	65 107	-47 851	17 257

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 9 079 milliers d'euros.

H) Location simple

Courant 2018, la durée d'amortissement des chariots télescopiques neufs est passée de 36 mois dégressif à 60 mois dégressif pour s'aligner sur la durée d'usage actuellement observée.

L'impact de ce changement d'estimation s'élève à 9 623 milliers d'euros (impact positif sur le résultat).

(En milliers d'euros)	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2018
	Solde au 31/12/2017	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018	Solde au 31/12/2017	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018	
Immobilisations en Location Simple											
Immobilisations en Location Simple France	826 716	277 580	-223 327	0	880 970	-406 507	-176 376	159 054	0	-423 829	457 141
Immobilisations patrimoine France	9 200	0	-261	1 965	10 903	-5 936	-429	136	-1 082	-7 310	3 594
Provisions sur location simple France	0				0	-686	-335	664	0	-357	-357
Provisions sur patrimoine France	0				0	-559	-246	529	-731	-1 008	-1 008
Total des immobilisations en Location Simple	835 916	277 580	-223 588	1 965	891 873	-413 688	-177 387	160 383	-1 812	-432 503	459 370
Immobilisations en cours Location Simple											
Immobilisations en cours Location Simple France	31 180	36 153	-31 180		36 153	0	0	0	0	0	36 153
Total des Immobilisations en cours Location Simple	31 180	36 153	-31 180	0	36 153	0	0	0	0	0	36 153
Acomptes versés fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs France	7 560	67	-7 560	0	67	0	0	0	0	0	67
Total des acomptes versés fournisseurs	7 560	67	-7 560	0	67	0	0	0	0	0	67
Total Immobilisations Location Simple	874 656	313 800	-262 328	1 965	928 093	-413 688	-177 387	160 383	-1 812	-432 503	495 590

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Dotations d'amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres variations de l'exercice	Solde au 31/12/2018
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	2 162				4 016
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	2 162				4 016
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-1 651	-985	340		-2 296
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-1 651	-985	340	0	-2 296
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	2 038				1 747
Total Créances rattachées Location Simple	2 038				1 747
Total des créances douteuses valeur nette et créances	2 549				3 467

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	3 971	-1 658	2 314
Total location simple compromis	3 971	-1 658	2 314
Location simple non compromis France	45	-638	-594
Total location simple non compromis	45	-638	-594
Total location simple	4 016	-2 296	1 720

Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 997 milliers d'euros.

I) Immobilisations corporelles et incorporelles

Néant.

J) Autres actifs

(En milliers d'euros)	2018	2017
Subventions à recevoir		
Etat Impôts et taxes	13 463	13 059
Autres	11 816	5 677
Fournisseurs	8	13
Fond de garantie des dépôts	301	14
Créances douteuses diverses	5 599	-
Provisions créances douteuses diverses	-426	-43
Total	30 761	18 720

K) Comptes de régularisation (Actif)

(En milliers d'euros)	2018	2017
Valeurs à l'encaissement	10 276	16 693
Autres	488	1 291
Produits à recevoir	1 995	3 403
Charges payées d'avance	4	0
Avances prêt preneur	-	-
Total	12 763	21 388

L) Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2018	2017
Comptes et emprunts à vue	2 171	3 122
Dettes rattachées	-	-
Total à vue	2 171	3 122
Valeurs données en pension	-	-
Comptes et emprunts à échéance	2 818 772	2 615 187
Dettes rattachées	452	587
Total à terme	2 819 224	2 615 774
Total	2 821 394	2 618 897

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros)	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	2 816 253	243 411	706 996	1 753 150	112 696
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	2 519	97	305	1 809	309

M) Opérations avec la clientèle (Passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial. Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	2018	2017
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total à vue	-	-
Comptes à terme	4 000	5 905
Dettes rattachées	-	-
Total à terme	4 000	5 905
Total	4 000	5 905

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2018

(En milliers d'euros)	Total bilan	< à 3 mois	3 mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	4 000	288	875	2 312	525

N) Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	2018	2017
Bons de caisse	-	-
Total bons de caisse	-	-
Titres de créances négociables (1)	2 000	2 000
Dettes rattachées	-	-
Total titres de créances négociables	2 000	2 000
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total obligations	-	-
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-
Total	2 000	2 000

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 10/12/2019 en compte.

O) Autres passifs

(En milliers d'euros)	2018	2017
Dépôts de garantie	567	708
Fournisseurs (crédit bail et assimilés)	55 503	47 385
Etat et Organismes sociaux	9 760	10 511
Autres	10 904	3 153
Total	76 734	61 757

P) Comptes de régularisation (Passif)

(En milliers d'euros)	2018	2017
Produits perçus d'avance (1)	38 281	36 919
Comptes d'encaissement	5 841	2 868
Charges à payer	16 463	17 438
Autres	14 862	2 658
Total	75 446	59 883

(1) "Les produits perçus d'avance sont constitués principalement des régularisations des loyers de crédit-bail et de location."

Q) Provisions

(En milliers d'euros)	2017	Dotations	Reprises	Utilisation	Autres variations	2018
Provisions litiges clients	43	-	-43	-	-	-
Provisions litiges fiscaux	126	116	-126	-	-	116
Provision sur Réserve Latente Négative	-	-	-	-	-	-
Provisions pour suspens	-	-	-	-	-	-
Total	168	116	-168	-	-	116

R) Capitaux propres

1) Capital

Au 31 décembre 2018, le capital social de NATIOCREDIMURS s'élève à 62 800 016 euros composé de 413 158 parts d'un montant nominal de 152 euros entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 6 650 milliers d'euros.

3) Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	62 800					62 800
Prime d'émission	0					0
Réserve légale	0					0
Réserve des plus values à long terme	0					0
Autres réserves	67					67
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	8 035				-1 385	6 650
Report à nouveau	-29 552	-10 586				-40 138
Dividendes	0					0
Résultat net de l'exercice	-10 586	10 586		-1 470		-1 470
Total	30 764	0	0	-1 470	-1 385	27 909

4. Notes sur le hors bilan**A) Engagements de hors bilan**

(En milliers d'euros)	2018	2017
Engagements donnés	385 993	494 583
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle (1)	385 692	494 349
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit		
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	301	233
Engagements reçus	341 898	359 461
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	91 879	90 000
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	73 292	98 919
Engagements de garantie reçus de la clientèle	176 727	170 542

(1) Le montant des engagements douteux de financement en faveur de la clientèle s'élève à 2 477 K€

5. Notes sur le compte de résultat**A) Produits et charges d'intérêts**

(En milliers d'euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	353	16 589	216	16 952
Opérations avec la clientèle	112	114	-	168
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
Total	464	16 703	216	17 120

Les provisions relatives à ces opérations sont enregistrées en coût du risque.

B) revenus de titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	2018	2017
Parts dans les entreprises liées	-	-
Participations et autres titres à long terme	-	-
Total	-	-

C) Commissions

(En milliers d'euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	-	98	-	79
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Commissions en risques	-	684	-	975
Total	-	782	-	1 054

D) Produits et charges sur opérations de crédit bail et de location simple**Produits et charges sur opérations de crédit bail****a) Produits sur opérations de crédit-bail**

(En milliers d'euros)	2018	2017
Loyers	815 867	763 842
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	77 403	84 569
Reprises de provisions sur immobilisations	11 995	7 742
Reprises de provisions pour réserve financière négative	-	-
Plus values de cession	20 581	14 543
Indemnités de résiliation	11 303	12 395
Produits divers	6 881	7 009
Dotation sur créances douteuses	-11 451	-12 378
Reprise de provision sur créances douteuses disponibles	10 853	10 415
Reprise de provision sur créances douteuses utilisées	3 143	3 272
Récupérations sur créances amorties	1 549	442
Pertes sur créances irrécouvrables	-8 465	-10 291
Total	939 659	881 560

b) Charges sur opérations de crédit-bail

(En milliers d'euros)	2018	2017
Dotations aux amortissements	727 906	662 289
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	17 257	25 070
Dotations aux provision immobilisations	12 227	7 867
Dotations aux provisions immeubles ITNL	-	-
Moins values de cessions	139 754	154 262
Charges diverses	5 571	6 451
Total	902 716	855 939

Produits et charges sur opérations de location simple**a) Produits sur opérations location simple**

(En milliers d'euros)	2018	2017
Loyers	174 344	172 857
Reprises de provisions dépréciations des immobilisations	1 193	1 547
Plus value de cessions	16 249	15 581
Indemnités de résiliation	875	924
Produits divers	264	112
Dotation aux provisions sur créances douteuses	-985	-365
Dotation aux provisions pour risques et charges	-	-
Reprise de provision sur créances douteuses disponibles	113	10
Reprise de provision sur créances douteuses utilisées	227	139
Récupérations sur créances amorties	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-238	-151
Total	192 041	190 656

b) Charges sur opérations de location simple

(En milliers d'euros)	2018	2017
Dotations aux amortissements	176 805	169 125
Dotations aux provisions immobilisations	581	566
Moins values de cessions	10 216	14 416
Charges diverses	651	371
Total	188 253	184 478

E) Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire

(En milliers d'euros)	2018		2017	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire	228	176	977	611
dont refacturation	-	-	-	-
Autres Produits & Charges d'exploitation non bancaire	4 958	-	5 590	-
dont Quote part du produit des subventions	3 121	-	3 997	-

Total	5 186	176	6 568	611
--------------	--------------	------------	--------------	------------

F) Charges générales d'exploitation

Natiocredimurs n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les charges générales d'exploitation s'élèvent à 29 828 milliers d'euros (dont 27 157 milliers d'euros d'assistance administrative).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 23 milliers d'euros. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars et PWC.

G) Coût du risque

(En milliers d'euros)	2018	2017
Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit	-490	-51
Dotation provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses	-1 136	-734
Reprises provisions pour dépréciation créances douteuses établissements de crédit	512	82
Reprise provisions pour dépréciation créances douteuses opérations diverses	752	704
Total	-362	0

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

H) Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Néant.

I) Résultat exceptionnel

Néant.

J) Impôt sur les sociétés

NATIOCREDIMURS est une SNC et n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés.

6. Autres informations**A) Informations relatives aux entreprises liées**

(En milliers d'euros)	Entreprises liées France
ACTIF	
Créances sur les établissements de crédit	158 658
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	162
PASSIF	
Dettes envers les établissements de crédit	2 816 706
Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	27 390
Comptes de régularisation passif	14 263
HORS BILAN	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	91 879
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	65 734
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

B) Proposition d'affectation des résultats

(En euros)	
Résultat de l'exercice	-1 470 047
Report à nouveau	-40 138 412
Total à répartir	-41 608 459
Report à nouveau	-41 608 459
Total réparti	-41 608 459

C) Comptabilité sociale / financière et consolidation

- En tant qu' Etablissement de crédit, NATIOCREDIMURS, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

- Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

- La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

- Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

(En milliers d'euros)	2018	2017
Résultat comptable avant impôt	-1 470	-10 586
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	-42 923	-50 751
Différence entre plus et moins value sociales et financières	45 762	59 412
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-139	3 611
Retraitements CRC 2002-03	12	154
Retraitements contentieux		
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	139	154
Provisions réserve financière négative	-	-
Ecart intérimaire	-	-
Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre	1 381	1 995

La réserve financière de NATIOCREDIMURS au 31 décembre 2018 se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	2018	2017
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	113 594	-110 756
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	9 677	-9 816
Retraitements CRC 2002-03	-442	454
Retraitements contentieux	-226	226
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	1 368	-1 228
Divers - Provision sur Réserve latente négative	-	-
Réserve financière brute - French au 31 décembre	123 734	-121 153
Réserve financière sur immobilisations non louées	-237	-32
Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre	123 734	-121 153

C) Consolidation

NATIOCREDIMURS remonte directement dans les comptes de NATIOCREDBAIL dont le siège social se trouve au 12 rue du Port, 92000 NANTERRE.

D) Evènements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale de NATIOCRÉDIMURS SNC,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIOCRÉDIMURS SNC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à la Gérance.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, NATIOCRÉDIMURSSNC est exposée au risque de crédit.</p> <p>NATIOCRÉDIMURS SNC comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des actifs concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :</p> <ul style="list-style-type: none"> - manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux ; - statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2018, le montant total des créances envers la clientèle et des immobilisations de crédit-bail et location simple nettes d'amortissement exposées au risque de crédit s'élève à 2 868,0 millions d'euros dont 69,1 millions d'euros de créances douteuses ; le montant total des dépréciations s'élève à 50,1 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3R.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de NATIOCRÉDIMURS SNC et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé en date d'arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des indicateurs de dépréciation ; - la classification des expositions en créances douteuses ; - le suivi et la valorisation des garanties ; - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé ; - avec l'aide de nos experts en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par NATIOCRÉDIMURS SNC ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données ; - en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

Contrôles généraux informatiques

Risque identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes Pour les principaux systèmes concourant à d'information jouent un rôle clé dans la l'élaboration de l'information comptable et préparation des comptes annuels de financière, les travaux que nous avons mis en NATIOCRÉDIMURS SNC.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ; - évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ; - examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de la Gérance et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante: comme indiqué, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIOCRÉDIMURS SNC par l'assemblée générale du 29 juin 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 17 juillet 1996 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2018, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 13ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 23ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à la Gérance de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport à la Gérance

Nous remettons un rapport à la Gérance qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à la Gérance figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à la Gérance la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec la Gérance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 7 mai 2019

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit

Patrice Morot
Associé

MAZARS

Claire Gueydan
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de NATIOCREDIMURS, sis au 12 Rue du Port - 92000 Nanterre.